



Premier ministre

Hôtel de Matignon, le 10 mars 2017

**Déclaration de M. Bernard CAZENEUVE , Premier Ministre**  
**Situation en Guyane**  
**Hôtel de Matignon, lundi 27 mars 2017**

***Seul le prononcé fait foi***

La Guyane connaît actuellement une crise sociale d'ampleur. Depuis les premiers jours, je suis personnellement la situation, en lien avec le ministre de l'Intérieur et la ministre des Outre-Mer.

J'ai un attachement profond à ce territoire, que je connais bien et où je me suis rendu à de multiples reprises, y compris comme ministre de l'Intérieur. Je mesure parfaitement les attentes car chaque difficulté que connaît ce territoire de notre République fait l'objet de la plus grande attention du gouvernement que je dirige. Mais mes liens sont suffisamment étroits avec la Guyane et avec les Guyanais et les Guyanaises pour ne pas céder à la démagogie ou à l'électoratisme. Le respect que l'on doit à la Guyane commence par une exigence de vérité et de responsabilité.

Les solutions aux problèmes que connaît la Guyane ne se construiront pas dans le désordre ni hors du cadre républicain. Depuis 2012, les outre-mer n'ont jamais cessé d'être une priorité gouvernementale. Le budget de la mission outre-mer a été augmenté dès 2012 et porté à plus de 2 milliards d'euros par an durant tout le quinquennat. Des lois importantes ont été votées : la loi de régulation économique outre-mer votée en 2012 a permis par exemple une baisse de prix d'environ 12 % sur un panier d'une centaine d'articles de grande consommation. La loi égalité réelle outre-mer portée par Ericka BAREIGTS et publiée le 1er mars dernier, rattrapera les retards pour tendre vers une convergence avec la France Hexagonale.

En matière de sécurité, là aussi, des efforts significatifs ont été faits. Je me suis rendu en Guyane comme ministre de l'Intérieur pour annoncer des renforts importants sur le territoire, notamment la création d'une nouvelle Zone de Sécurité Prioritaire à Saint-Laurent du Maroni. Alors que la précédente majorité avait supprimé plusieurs milliers de postes parmi les forces de sécurité, 563 policiers et 310 gendarmes ont été affectés ou projetés dans les outre-mer en 2016 et 2017. S'agissant plus spécifiquement de la Guyane, 75 gendarmes et policiers supplémentaires y ont été affectés depuis l'année dernière. Depuis 2012, les effectifs y ont augmenté de 12% pour la Gendarmerie et de 10% pour la Police nationale.

Il reste aussi beaucoup à faire pour développer la Guyane. C'était la volonté du Président de la République lorsqu'il a annoncé de conclure un Pacte d'Avenir avec la Guyane. Depuis,

l'échange avec les élus guyanais a été constant, et je souhaite pouvoir le signer avec les élus guyanais dans les meilleurs délais.

Face à la crise que nous traversons, mon Gouvernement fait le choix du dialogue et du respect. La ministre des Outre-Mer a dans un premier temps invité l'ensemble des parties à dialoguer avec elle à Paris. Elle a par ailleurs multiplié les contacts avec l'ensemble des acteurs guyanais. Afin d'échanger de manière constructive et apaisée, j'ai décidé d'envoyer en Guyane une mission interministérielle de haut niveau pour enrichir et conclure au plus vite le Pacte pour la Guyane. Cette mission conduite par le préfet Jean-François CORDET, travaille sans relâche. Elle a commencé à rencontrer des personnalités politiques et du monde économique. Une série de réponses concrètes ont déjà pu être préparée : des projets de protocole ont été examinés par la délégation, notamment dans le secteur agricole. Un centre pénitentiaire et un tribunal de grande instance seront construits à Saint-Laurent du Maroni ; un scanner sera déployé à l'aéroport de Cayenne. Le projet de cession du Centre médical de Kourou est suspendu.

Les bases d'une négociation structurée et apaisée doivent être établies avec tous les acteurs du territoire. C'est pourquoi une délégation ministérielle sera sur place avant la fin de la semaine pour conclure ces discussions, si, j'insiste sur ce point, si les conditions du respect et de l'ordre républicain sont réunies. C'est la raison pour laquelle j'appelle une fois encore au dialogue, à la responsabilité et à l'apaisement. Il est crucial que dans ce délai, la mission interministérielle ait pu travailler pour que le déplacement des ministres soit fructueux.

Mesdames et Messieurs,

Je le dis aujourd'hui avec force, la Guyane est un territoire de la République française. Et dans la République, chaque citoyen doit pouvoir bénéficier du soutien et de la solidarité de l'Etat. Comme je l'ai fait dans le Pas-de-Calais ou dans la Somme, je veux apporter en Guyane des réponses concrètes et rapides. Aucun des assauts de démagogie que la période électorale favorise, dans un abaissement qui me consterne, ne détournera le gouvernement de sa volonté d'aboutir à des solutions concrètes pour les Guyanaises et les Guyanais. Ces solutions sont aujourd'hui à portée de main : elles supposent de la responsabilité, de la méthode, et un dialogue qui s'intensifie dans les prochains jours, auquel j'appelle l'ensemble des acteurs de ce territoire.